

Dialoguer à propos de la formation continue

Retour sur la première conférence nationale sur la formation continue des enseignant-e-s et cadres du secondaire II



Laeitia Houlman

travaille depuis 2020 comme collaboratrice scientifique au ZEM CES. Elle est responsable des thèmes enseignement par immersion, langues étrangères, écoles de culture générale et éducation à la citoyenneté.

1. Rapport COD

Le premier rapport COD (coordination de la formation continue orientée sur la demande) résume la situation générale de la formation continue, regroupe, pondère et hiérarchise selon leur priorité, les besoins de formation exprimés par les enseignant-e-s dans toute la Suisse – à l'exception des cantons AI, AR, ZH et de la région BEJUNE, qui ne sont pas encore pris en compte dans ce rapport. Pour de plus amples informations: www.zemces.ch/fr > Coordination orientée sur la demande.

2. Baromètre de la formation continue

Le baromètre de la formation continue fait partie des outils de «reporting» (communication de données) sur la situation de l'offre de formation continue pour enseignant-e-s et cadres du secondaire II, formation générale. Il a pour objectif d'évaluer annuellement à l'échelle de la Suisse la situation dans une sélection de disciplines et de contribuer à assurer une offre de qualité et conforme aux besoins. Pour la première enquête (2021), les disciplines suivantes ont été sélectionnées: langue première (allemand, français, italien, romanche), histoire, économie et droit, musique, chimie et informatique. A la fin du cycle de 4 ans, toutes les disciplines inscrites dans le Règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité auront été examinées.

Pour de plus amples informations: www.zemces.ch/fr > Baromètre de la formation continue

Sous l'appellation «coordination de la formation continue orientée sur la demande» (COD), le ZEM CES s'engage, en collaboration avec les acteurs concernés, en faveur d'une offre de formation continue suffisante et de qualité qui réponde aux besoins des enseignant-e-s et des directions d'école. Dans le cadre du 1er cycle COD (2019–2021), les facilitatrices et facilitateurs du ZEM CES ont constitué un réseau national d'enseignant-e-s de différentes disciplines et régions et les ont interrogé-e-s sur leurs besoins en matière de formation continue. Ces résultats ont donné lieu au premier rapport COD. Une enquête quantitative plus approfondie a par la suite été réalisée en Suisse alémanique et en Suisse romande sous le nom de «Baromètre de la formation continue». Un second rapport, intitulé Baromètre de la formation continue 2021, vient tout juste d'être publié.

Une première occasion de se réunir

La première conférence nationale sur la formation continue, qui a eu lieu le 1er décembre 2021 à Soleure, devait permettre à la pratique scolaire et aux détenteur-trice-s d'expertise de dialoguer sur les résultats de ce premier cycle COD. C'est la première fois qu'un tel espace de dialogue était offert aux parties prenantes de la formation continue du secondaire II. Une soixantaine de participant-e-s issu-e-s de toutes les régions linguistiques et de nombreux cantons ont répondu présent. Parmi eux figuraient des représentant-e-s de la pratique scolaire (enseignant-e-s et directions d'établissement), des prestataires de formation (HEP et universités), des membres de la SSPES et des administrations cantonales. Au fil d'une série de sessions interactives et d'exercices variés, les objectifs suivants étaient visés: renforcer le réseau national et l'engagement commun en faveur de la formation continue, identifier les défis, définir les champs d'action et discuter des prochaines étapes pour la poursuite du développement de la COD.

Vers davantage de coordination et une meilleure communication

Un des éléments essentiels sur lequel toutes les participantes et tous les participants se sont accordé-e-s est que la communication et la coordination doivent être renforcées, et ce à plusieurs niveaux. De façon générale, la question s'est posée de savoir comment atteindre une coopération intercantonale ou interrégionale dans la formation continue au secondaire II, compte tenu des importantes disparités existant entre régions, cantons, voire écoles. Pour y parvenir, un espace pour l'échange et la collaboration entre enseignant-e-s, directions, prestataires, administrations, instances politiques devrait être mis en place. Il pourrait s'agir par exemple de développer un concept de formation continue pour la mise en œuvre des réformes actuelles dans les ECG et les gymnases (Évolution de la maturité gymnasiale) au niveau national. Des «centres de compétences» pourraient par ailleurs être créés pour coordonner les formations continues au sein des différentes disciplines. Des échanges pourraient ainsi avoir lieu entre les prestataires et les groupes de discipline, et les enseignant-e-s pourraient faire remonter leurs besoins en formation continue pour chaque discipline.

Des besoins en formation continue connus et des offres visibles

Une meilleure coordination entre les prestataires est également considérée comme prioritaire afin de permettre la mutualisation des efforts, la capitalisation de bonnes pratiques et la création de synergies. Plusieurs voix ont souligné la complémentarité des offres – par opposition à la concurrence entre prestataires souvent évoquée – et la possibilité de mettre en place des formations continues intercantionales ou de démultiplier les offres existantes pour atteindre un public plus large (par exemple un CAS dans plusieurs lieux de formation/ en plusieurs langues). Un autre défi relevé est la communication entre les prestataires et les enseignant-e-s: quels sont les canaux d'information existants et comment les informations parviennent-elles aux enseignant-e-s? Une solution concrète men-

tionnée de façon réitérée est le développement d'une plateforme donnant aux enseignant-e-s une vue d'ensemble des offres proposées par tous les prestataires. Ceci dans le sens d'un « accès simplifié » et d'un « guichet unique » avec une fonction de recherche efficace par degré et discipline.

La formation continue, quelque chose qui devrait aller de soi

Un autre point central revenu tout au long de la journée est le nécessaire changement de « mindset » (état d'esprit) parmi les enseignant-e-s et au niveau des directions, voire des administrations, vers le développement d'une culture partagée de la formation continue à l'échelle de la Suisse. L'idée étant qu'elle soit perçue comme quelque chose qui va de soi, plutôt que comme une charge supplémentaire. Pour y parvenir, il s'agira notamment de thématiser la formation continue dès la formation initiale et de l'ancrer dans les discussions formelles et informelles au sein des écoles. Il est également primordial d'en revoir la définition et la connotation. A l'heure actuelle, la vision dominante est orientée sur les déficits : une formation continue permet de combler une lacune ou une faiblesse. En réalité, elle devrait être considérée comme une opportunité de développement professionnel et personnel, dans un esprit d'apprentissage tout au long de la vie.

Des conditions cadres harmonisées et transparentes

D'un point de vue pratique et organisationnel, les conditions cadres ont été également largement discutées. Si l'établissement d'une culture de la formation continue est certes primordial, les aspects concernant la mise en œuvre concrète ne peuvent pas être négligés et jouent un rôle prépondérant dans le choix de participer ou non à une formation et dans la motivation du corps enseignant. Le droit, respectivement l'obligation, à la formation continue, le fait que celle-ci ne devrait pas constituer une double charge, les efforts administratifs et organisationnels pour les enseignant-e-s, le défi du temps et l'intégration de la formation continue dans la vie professionnelle ont été les principaux aspects abordés. Il est ressorti des discussions que, compte tenu des situations extrêmement variées entre les cantons, une harmonisation des conditions cadre serait souhaitable et contribuerait à l'amélioration de la coordination mentionnée plus haut.

Soutien et valorisation au sein des écoles

Enfin, si le soutien des enseignant-e-s par les directions semble être un acquis dans bon nombre d'établissements, il existe encore une marge de progression. En effet,

la motivation et l'engagement des enseignant-e-s en dépend très directement. Qu'il s'agisse d'un appui financier ou organisationnel dans la gestion des remplacements par exemple, ou d'encouragements personnels, ou encore d'une valorisation des efforts engagés ou des apprentissages réalisés, tout cela participe concrètement à la promotion d'une véritable « culture » de la formation continue au sein de l'école.

Une volonté commune d'aller de l'avant avec la COD

Les objectifs sont ambitieux et les champs d'action multiples. Il s'agira dès lors de hiérarchiser les priorités et de définir les prochaines étapes de la COD qui fait partie intégrante du nouveau mandat de prestation du ZEM CES. Dans tous les cas, la conférence a certainement confirmé la volonté commune des acteurs impliqués de poursuivre ce processus collaboratif en faveur d'une formation continue de qualité répondant encore davantage aux besoins de la pratique. Les discussions furent animées, l'enthousiasme et la motivation étaient au rendez-vous, la journée fut productive. Nous pouvons nous en réjouir et nous engager avec optimisme dans le développement futur de la COD!



La première conférence nationale sur la formation continue a eu lieu le 1er décembre 2021 à Soleure.